

## RESULTATS D'ENQUETE

### TPE - PME : entre dégradation conjoncturelle et choc de coûts, les entreprises cherchent leur cap

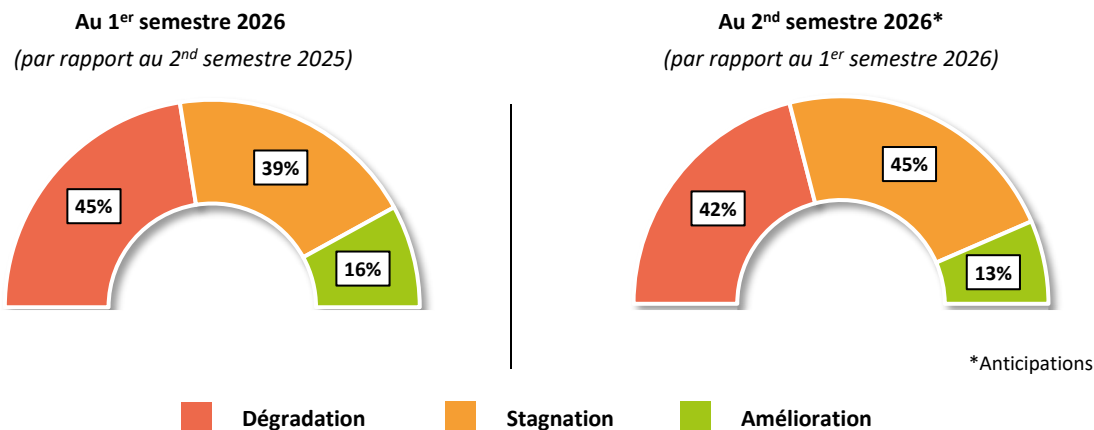
#### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- Au premier semestre 2026, la situation économique des TPE - PME françaises se dégrade nettement, sans perspective de retournement à court terme : près d'un dirigeant sur deux fait état d'une dégradation de sa situation globale, et les anticipations pour le second semestre restent très pessimistes. En effet, pour les mois à venir, la part des dirigeants qui anticipent une amélioration de leur situation globale s'effrite à seulement 13 %.
- Cette détérioration se reflète directement sur l'ensemble des indicateurs économiques. Le recul du chiffre d'affaires concerne un dirigeant interrogé sur deux, de même que pour la trésorerie. Aussi, les effectifs s'érodent-ils pour près d'une entreprise sur cinq. La situation de trésorerie des TPE - PME est particulièrement alarmante : plus d'un tiers des dirigeants la jugent tendue ou critique. En parallèle, parmi ceux qui cherchent à y remédier par un recours au crédit bancaire, près de six sur dix se heurtent à des difficultés d'accès au financement. Cette proportion atteint même 85 % pour les entreprises en situation de trésorerie critique, illustrant les difficultés accrues de financement des structures les plus fragilisées.
- La crise au Moyen-Orient constitue le principal facteur aggravant de cette conjoncture déjà fragilisée. Elle affecte directement l'activité de près de huit entreprises sur dix, et se traduit concrètement par une flambée des coûts - sur les carburants, près d'un dirigeant sur deux fait état d'une augmentation supérieure à 20 %. Or, la majorité des entreprises est dans l'incapacité de répercuter ces surcoûts sur leurs prix de vente : 38 % estiment que leur activité ne le permet pas, tandis que 19 % ont choisi de les absorber en interne, au prix d'une compression supplémentaire de leurs marges.
- Face à cette situation, les entreprises cherchent à s'adapter. 60 % ont engagé ou envisagent au moins une mesure concrète. Les démarches de consolidation demeurent prédominantes, portées par 39 % des dirigeants. Le report ou l'annulation d'investissements constitue le réflexe le plus répandu. Les mesures de repositionnement - prospection de nouveaux marchés ou clients, diversification des fournisseurs - sont également présentes, engagées par 33 % des chefs d'entreprise ; un chiffre encourageant dans un contexte aussi contraint. Pour autant, 40 % des dirigeants n'ont encore pris aucune disposition particulière, révélant une part significative d'entreprises qui peinent à trouver des marges de manœuvre face à l'ampleur de la crise.
- Enfin, la menace énergétique liée à la volatilité des prix du pétrole et du gaz s'impose comme un risque structurant pour les mois à venir. Un dirigeant sur deux y voit une menace sérieuse pour la rentabilité de son activité, à court ou moyen terme. Dans un contexte de marges déjà comprimées et de trésorerie fragilisée, toute nouvelle hausse des prix de l'énergie pourrait précipiter un nombre significatif d'entreprises dans des difficultés insurmontables.

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

- Une dégradation qui s'installe, sans retournement à l'horizon

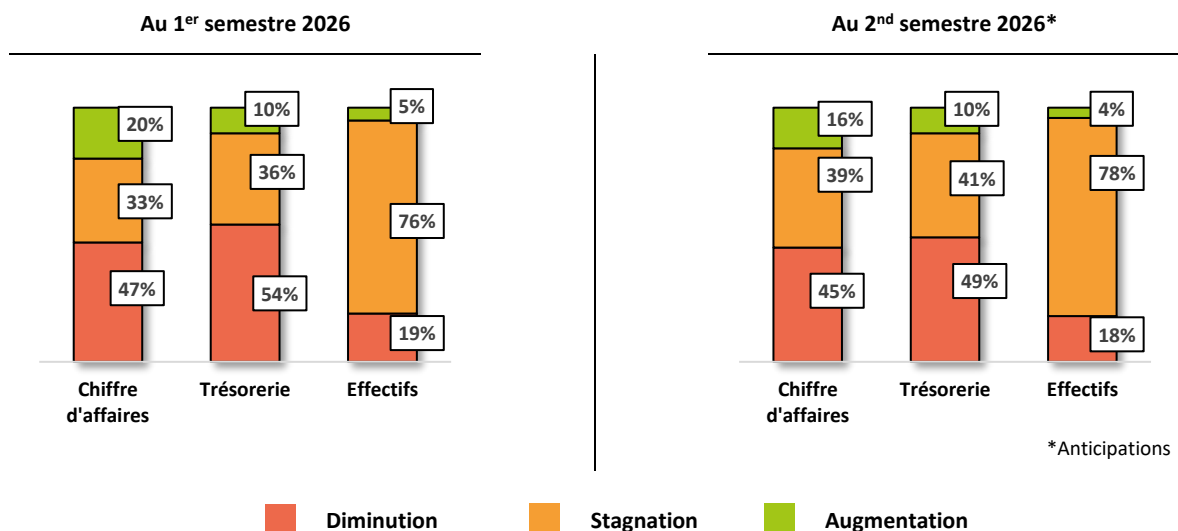
### Situation globale des entreprises



Les données recueillies auprès des dirigeants interrogés confirment une tendance lourde : la situation globale des TPE - PME se détériore au premier semestre 2026, et les anticipations pour le second semestre ne laissent entrevoir aucune embellie.

- Au 1<sup>er</sup> semestre 2026, près d'un dirigeant sur deux (**45 %**) fait état d'une dégradation de sa situation globale, contre seulement **16 %** qui perçoivent une amélioration. Si **39 %** des chefs d'entreprise signalent par ailleurs une stagnation, cela ne suffit pas à inverser un bilan négatif.
  - Pour le 2<sup>nd</sup> semestre, aucun signe d'amélioration ne se dessine : la dégradation demeurerait massive à **42 %**, l'amélioration s'effriterait à **13 %**, tandis que la stagnation progresserait légèrement à **45 %**. Les entreprises s'enfonceraient dans une spirale négative sans signal de retournement.
- ➔ Ce mouvement traduit une perte de confiance profonde et durable des chefs d'entreprise, dans un contexte où aucun des indicateurs économiques ne donne de signal positif.

- **Chiffre d'affaires, trésorerie, effectifs : une pression sur tous les fronts**



- Au 1<sup>er</sup> semestre, les trois indicateurs économiques envoient des signaux préoccupants. Le chiffre d'affaires est en recul pour un dirigeant sur deux (**47 %**), et seule une minorité fait état d'une progression. La trésorerie est l'indicateur le plus alarmant : une majorité d'entreprises (**54 %**) voient leur niveau se replier, et rare sont celles constatant une amélioration. A propos des effectifs, un dirigeant sur cinq (**19 %**) a déjà procédé à des réductions - un signal d'ajustement qui mérite une attention.
- Au 2<sup>nd</sup> semestre, cette dynamique se prolonge sans inflexion notable. Dans leurs prévisions, le chiffre d'affaires demeure orienté à la baisse pour une part importante des répondants, la trésorerie reste sous forte pression, et les effectifs continuent de s'éroder lentement.

La conjonction d'un chiffre d'affaires en recul et d'une trésorerie sous pression chronique place les entreprises dans une situation de grande vulnérabilité, sans marge d'absorption face à un choc supplémentaire.

- **Un niveau de trésorerie qui fragilise durablement les entreprises**



**38 %**

des dirigeants interrogés jugent le niveau de leur trésorerie tendu ou critique.

**27 %** font état de difficultés naissantes et **11 %** se trouvent dans une situation critique où la survie de l'entreprise est menacée à court terme.

Cette fragilité touche l'ensemble du tissu entrepreneurial, mais de façon inégale selon la taille des structures. Les TPE (0 à 9 salariés) sont proportionnellement plus exposées que les PME (10 à 249 salariés), avec respectivement **11 %** et **8 %** de dirigeants en situation critique. Par secteur d'activité, le commerce et l'industrie apparaissent comme les plus vulnérables (**12 % chacun**), devant les services (**11 %**) et le bâtiment (**8 %**).

- **Un accès au crédit bancaire de plus en plus difficile**

Parmi les chefs d'entreprise ayant eu recours à un crédit de trésorerie au cours des douze derniers mois - soit 35 % de l'échantillon - près de six sur dix (**55 %**) jugent l'accès à ce type de crédit difficile. Seuls **7 %** le qualifient d'aisé, et **38 %** de normal. Ce constat est particulièrement préoccupant pour les entreprises déjà en situation de trésorerie critique : **85 %** d'entre elles rencontrent des obstacles dans l'accès au financement bancaire. Les exigences de gestion du risque et les critères d'octroi peuvent ainsi limiter l'accès aux liquidités des structures les plus fragiles, alors même que leurs besoins de financement sont les plus urgents.

## CRISE AU MOYEN ORIENT

- **La crise au Moyen-Orient : une réalité tangible pour les entreprises**



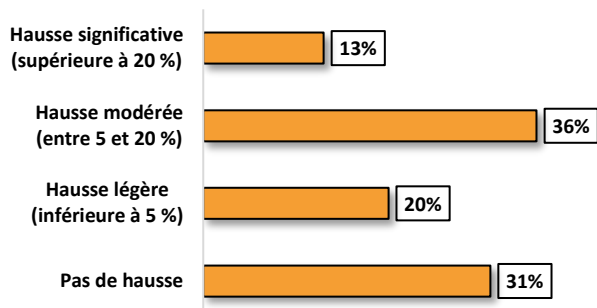
**78 %**

des chefs d'entreprise déclarent que leur activité a été directement impactée par la crise au Moyen-Orient.

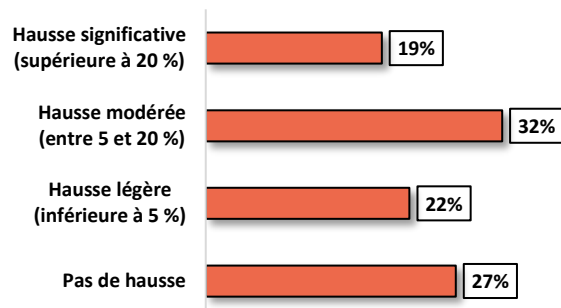
Pour **45 %** des dirigeants, l'impact a été jugé significatif. Ce niveau d'exposition témoigne de la profondeur du choc subi par les TPE - PME.

- **Un choc de coûts qui s'impose comme une menace croissante**

**Evolution des coûts d'approvisionnement en matières premières (hors énergie)**



**Evolution des coûts de l'énergie (électricité, gaz, fioul - hors carburants)**



Cette crise se traduit concrètement par une hausse des coûts qui pèse lourdement sur les équilibres économiques. Les coûts d'approvisionnement en matières premières ont progressé de plus de 20 % pour **13 %** des dirigeants, tandis que **19 %** indiquent avoir subi une hausse des coûts de l'énergie du même ordre. Aussi, la pression est-elle plus forte encore sur les carburants, puisque près d'un dirigeant sur deux (**45 %**) fait état d'une augmentation des prix de plus de 20 %.

Face à des marges structurellement contraintes, cette accélération des charges constitue une menace directe sur la rentabilité et la pérennité des entreprises les plus exposées.

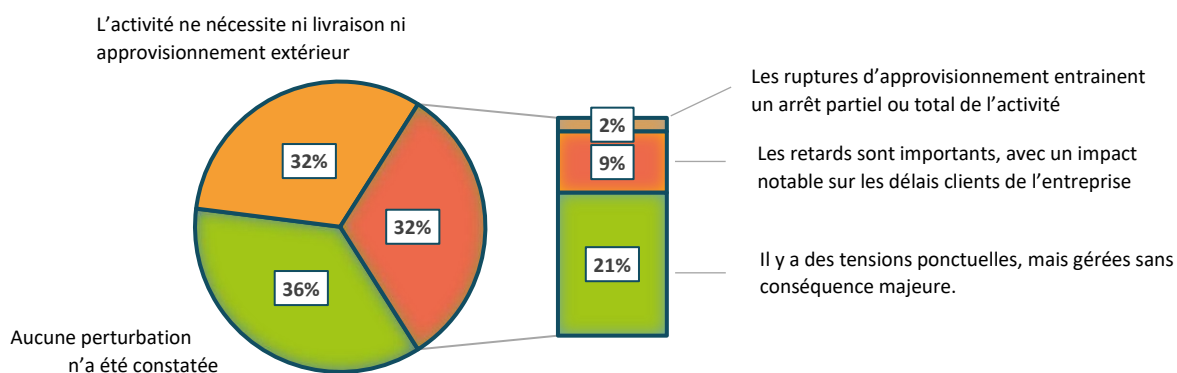
- **Des hausses de coûts difficiles à répercuter sur les prix de vente**

Face à cette envolée des coûts, la grande majorité des entreprises se trouve dans l'incapacité de préserver leurs marges par une hausse des prix de vente. Seules **15 %** d'entre elles ont pu répercuter tout ou partie des surcoûts sur leurs clients - et parmi elles, à peine **2 %** ont réussi à compenser intégralement la hausse. Un quart des dirigeants (**28 %**) envisage une augmentation de leurs prix de vente dans les prochaines semaines ou mois, mais sans certitude toutefois quant à sa faisabilité.

À l'inverse, **57 %** des dirigeants n'ont pas répercuté la hausse et n'envisagent pas de le faire : **19 %** ont fait le choix d'absorber les surcoûts en interne, au prix d'une compression de leurs marges, tandis que **38 %** estiment simplement que leur activité ne leur permet pas d'imposer une telle hausse à leurs clients.

Cette incapacité à transférer les coûts est encore plus marquée dans certaines catégories d'entreprises. Les TPE (0 à 9 salariés) sont davantage concernées que les PME, avec respectivement **58 %** et **52 %** de dirigeants dans cette situation. Par secteur d'activité, les services (**63 %**) et l'industrie (**58 %**) apparaissent comme les plus exposés, loin devant le commerce (**47 %**) et le bâtiment (**43 %**).

- **Une chaîne d'approvisionnement perturbée pour une minorité, mais avec des effets parfois sévères**



Pour une part significative de TPE - PME, la question de l'approvisionnement ne se pose pas : **32 %** d'entre elles déclarent que leur activité ne nécessite ni livraison ni approvisionnement extérieur.

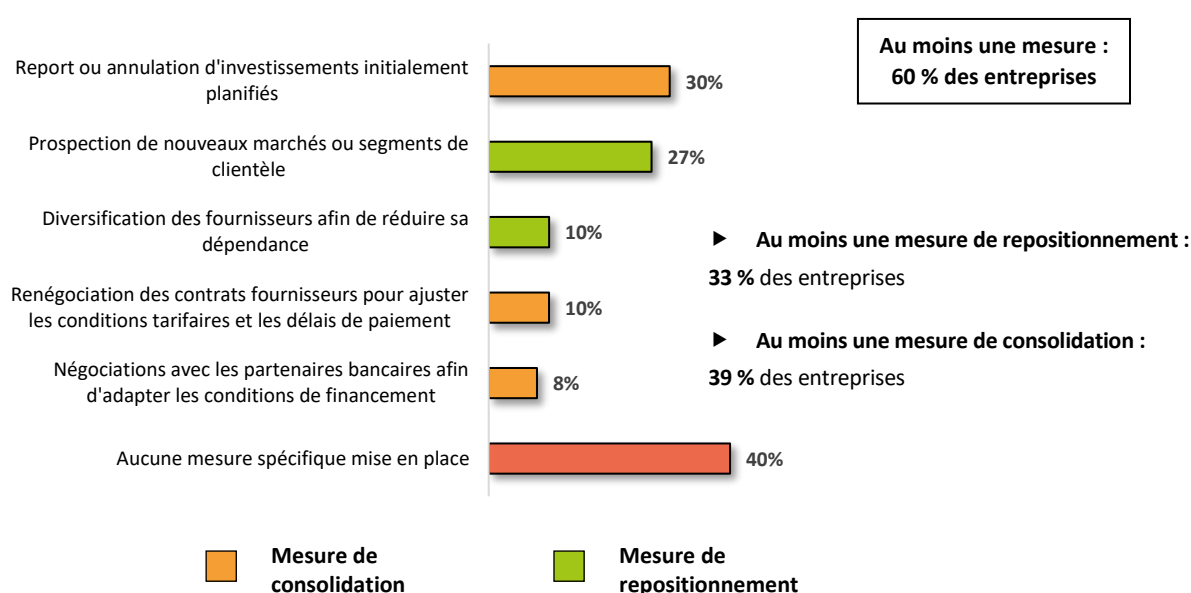
Parmi les **68 %** restantes, directement exposées à ces enjeux, le bilan est contrasté.

La majorité de ces entreprises n'a pas subi de perturbation majeure : **36 %** n'ont constaté aucune disruption, et **21 %** ont fait face à des tensions ponctuelles, gérées sans conséquence notable sur leur activité. En revanche, une part plus restreinte mais préoccupante a subi des impacts réels : **9 %** ont enregistré des retards importants avec un effet direct sur leurs délais clients, et **2 %** ont connu des ruptures d'approvisionnement entraînant un arrêt partiel ou total de leur activité - une situation particulièrement critique pour les structures concernées.

Au total, près d'un dirigeant sur six parmi ceux dont l'activité dépend d'approvisionnements extérieurs a donc subi des perturbations ayant eu un impact concret sur son exploitation.

### ▪ Une majorité d'entreprises en ordre de marche face à la crise

Mesures mises en place ou envisagées par le chef d'entreprise :



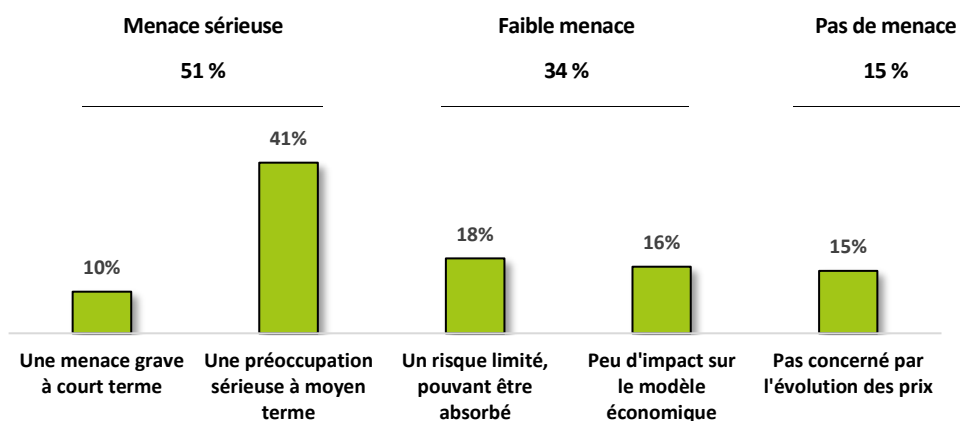
Face aux conséquences de la crise, **60 %** des entreprises ont engagé ou envisagent au moins une mesure concrète, témoignant d'une capacité de réaction réelle, même si **40 %** n'ont encore pris aucune disposition particulière.

Pour celles qui agissent, deux logiques coexistent :

- Les **mesures de consolidation** - qui visent à préserver l'existant en limitant les dépenses et en renégociant les engagements - sont adoptées par **39 %** des entreprises. Le report ou l'annulation d'investissements initialement planifiés constitue de loin le réflexe le plus répandu (**30 %**), devant la renégociation des contrats fournisseurs (**10 %**) et l'adaptation des conditions de financement bancaire (**8 %**). Ces arbitrages, s'ils permettent de préserver la trésorerie à court terme, peuvent néanmoins peser sur la capacité de développement future des entreprises.
- En parallèle, **33 %** des dirigeants ont opté pour des **mesures de repositionnement**, cherchant à compenser les pertes en saisissant de nouvelles opportunités. La prospection vers de nouveaux marchés ou segments de clientèle est la démarche la plus engagée (**27 %**), tandis que la diversification du panel fournisseurs, visant à réduire les dépendances, reste encore marginale (**10 %**).

Ces deux approches ne sont pas exclusives l'une de l'autre : **15 %** des entreprises combinent des mesures de consolidation et de repositionnement, cherchant à la fois à limiter les risques immédiats et à préparer leurs relais de croissance.

▪ Une menace énergétique qui pèse sur les perspectives à court et moyen termes



La hausse actuelle des prix du pétrole et du gaz constitue une source d'inquiétude majeure pour une large part des chefs d'entreprise. Un sur deux (51 %) y voit une menace sérieuse pour la rentabilité de son activité, avec un impact à court terme (10 %) ou à moyen terme (41 %). À l'inverse, un tiers des dirigeants (34 %) estime soit pouvoir absorber ce risque (18 %), soit n'en être que peu affecté (16 %). Enfin, 15 % déclarent ne pas être concernés par l'augmentation des prix.

Parmi les entreprises les plus exposées, celles qui considèrent cette menace comme grave à court terme ne présentent pas de différences significatives selon la taille : 11 % des PME et 10 % des TPE partagent cette appréciation. Les écarts demeurent également relativement faibles selon les secteurs d'activité, bien que le bâtiment apparaisse comme légèrement plus exposé (16 %), devant les services et l'industrie (10 % chacun) et le commerce (9 %).

Ces résultats soulignent la dépendance persistante d'une part significative du tissu entrepreneurial aux énergies fossiles, et la difficulté à se prémunir à court terme contre la volatilité des cours.

#### Méthodologie de l'enquête

Cette étude repose sur les réponses de **2 350 dirigeants de TPE - PME**. Les résultats présentés sont issus de déclarations volontaires et ont fait l'objet d'un redressement statistique selon le secteur d'activité des entreprises.

L'échantillon a été interrogé via l'envoi d'un questionnaire en ligne auprès des adhérents de la CPME.

L'enquête s'est déroulée du 28 avril au 12 mai 2026.